

### *Les crédits*

Des élections ont été déclenchées et les conservateurs ont subi une défaite écrasante; un projet de loi sur la pension de vieillesse a alors été présenté. Les sénateurs conservateurs étaient toujours opposés à l'idée, mais ils ont jugé qu'il leur incombait d'adopter la mesure en question.

Dès le début, les députés et les sénateurs conservateurs ont rejeté l'idée d'une pension. Ainsi, il n'y a pas de quoi être surpris lorsque nous entendons le gouvernement dire qu'il entend commencer à retirer la pension de vieillesse aux Canadiens. Cette année, cela va toucher 128 000 Canadiens et ce nombre ne va cesser d'augmenter, au fil des ans.

Les Canadiens n'oublieront pas cette longue liste de problèmes. Le principe de l'universalité repose sur le contrat social explicite selon lequel on doit offrir des programmes et des services publics à tous les Canadiens auquel chacun contribuera selon ses moyens. Tous les Canadiens sont censés recevoir un chèque de sécurité de la vieillesse et les plus nantis doivent payer davantage d'impôts et les pauvres, moins. Ce n'est pas ce qui se passe au Canada. Notre régime est tout à fait absurde. En effet, ce ne sont pas tous les Canadiens qui paient des impôts. Bien des millionnaires ne paient pas un sou d'impôt. Il est intéressant de se pencher sur la situation des Canadiens à revenu élevé depuis que le gouvernement conservateur est au pouvoir.

En 1980, sous un gouvernement libéral, le taux d'imposition des Canadiens les plus nantis était de 43 p. 100. Les libéraux ont fait baisser ce pourcentage à 34 p. 100, sous prétexte que les riches payaient trop. En 1987, les conservateurs l'ont ramené à 29 p. 100. Ce taux s'applique, qu'une personne ait des revenus de 200 000\$ ou de 200 millions de dollars. Il est tout à fait extraordinaire de constater que sous le gouvernement conservateur, les plus nantis, le 1 p. 100 de privilégiés, bénéficient d'une réduction d'impôts, alors que les plus défavorisés et les Canadiens moyens, en paient des centaines de dollars de plus.

En terminant, je dois préciser que depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement ne cesse de mentir aux Canadiens, de violer ses promesses et de ne dire que des demi-vérités. Les pensionnés du Canada se rappelleront de ce que le gouvernement leur fait. Les familles canadiennes ne l'oublieront pas non plus. On abandonne maintenant l'un des principaux avantages d'être un citoyen canadien, à savoir le principe selon lequel tout Canadien, quel que soit son revenu, a droit à un chèque de sécurité de la vieillesse.

**M. le vice-président:** La parole est au député de York-Sud—Weston pour des questions ou des observations.

**M. Nunziata:** J'aimerais demander au député qui vient de parler de me dire comment il voit le tableau d'ensemble, si l'on considère ce budget dans le contexte des mesures que le gouvernement conservateur a prises depuis 1984. Je voudrais qu'il nous dise à quoi, selon lui, le Canada pourrait ressembler dans vingt ou trente ans, quand lui et moi serons âgés et que nous aurons des enfants et des petits-enfants.

Par exemple, que pense le député du fait qu'il y a quelques années, le gouvernement a supprimé l'Agence d'examen de l'investissement étranger? Pendant la dernière législature, nous avons conclu avec les États-Unis un accord de libre-échange qui devait littéralement faire disparaître toutes les barrières économiques entre le Canada et les États-Unis.

Comme le député l'a dit, avec ce budget, le gouvernement commence à récupérer les pensions et les allocations familiales, qui ne sont donc plus des dépôts sacrés. Le programme d'assurance-chômage du Canada a été privatisé. Air Canada a été partiellement privatisée pendant la dernière session, et nous croyons comprendre que le gouvernement entend la privatiser complètement. Et le service ferroviaire voyageurs pourrait très bien devenir chose du passé au Canada.

Je demande au député de considérer toutes ces décisions froidement. Le Canada est la fierté du monde à cause de notre régime d'assurance-maladie qui n'a pas son pareil, ainsi que notre système d'éducation. Quelle incidence les programmes du gouvernement auront-ils sur ce Canada qui a l'estime du monde entier pour sa qualité de vie et pour la compassion de son peuple?

Vu les mesures que prend le gouvernement, vu son ordre du jour, qui est de changer le Canada traditionnel pièce à pièce, le député peut-il nous dire à quoi le Canada pourra ressembler dans vingt ou trente ans?

**M. Riis:** Je remercie le député de sa question. Il est impossible d'envisager l'avenir et, en particulier, les quatre prochaines années sans éprouver de graves appréhensions. Nous ne pouvons plus guère nous fier au gouvernement.

Je respecte le ministre qui a parlé tout à l'heure. Il déclare aujourd'hui que le gouvernement n'envisage pas d'abaisser le seuil de 50 000\$ pour ce qui est de la récupération des pensions ni de poursuivre la démolition de nos programmes sociaux. Peut-être dit-il vrai. Cependant, tant de mensonges ont été proférés, tant de promesses ont été rompues que ce que le premier ministre